

Royaume-Uni/En échec devant le casse-tête du Brexit

May rend son tablier

AFP
Londres/Royaume-Uni

Elle quittera ses fonctions de cheffe du Parti conservateur – et donc de cheffe du gouvernement – le 7 juin.

LA Première ministre britannique Theresa May, usée par l'interminable casse-tête du Brexit qu'elle a échoué à mettre en œuvre, a annoncé hier sa démission, au bord des larmes, renforçant l'hypothèse d'un départ du Royaume-Uni de l'UE sans accord.

Mme May a précisé qu'elle démissionnerait de ses fonctions de cheffe du Parti conservateur – et donc de cheffe du gouvernement – le 7 juin, dans une allocution prononcée devant le 10, Downing Street, exprimant "un profond regret de ne pas avoir été capable de mettre en œuvre le Brexit". "Ce fut l'honneur de ma vie d'être la deuxième femme à occuper le poste de Premier ministre" après Margaret Thatcher, a-t-elle ajouté. Sa voix s'est cassée au moment de terminer sa brève déclaration en proclamant son "amour" pour son pays, la dirigeante masquant l'émotion qui la submergeait en faisant volte-face pour se diriger vers ses bureaux. Theresa May avait pris la tête de l'exécutif en juillet 2016, peu après que les Britanniques eurent voté à 52% en faveur du Brexit lors du référendum du 23 juin 2016, succédant à David Cameron. Mais cette fille de pasteur de 62 ans, ancienne ministre de l'Intérieur, n'est pas parvenue à rallier derrière sa vision de la sortie de l'UE une classe politique profondément divisée sur la question, y compris son propre parti.

En témoigne l'accord de divorce qu'elle a conclu avec



C'est une Theresa May au bord des larmes qui a annoncé hier sa démission, broyée par le Brexit.

Bruxelles, rejeté à trois reprises par les députés britanniques.

Elle a "politiquement mal évalué l'humeur de son pays et de son parti", a taclé sur Twitter le sulfureux europhobe Nigel Farage, patron du Parti du Brexit.

La Commission européenne a souligné que ce départ ne changeait "rien" à la position des 27 sur l'accord de sortie.

"INCAPABLE DE GOUVERNER" • Le mandat de Theresa May, aux airs de chemin de croix tant elle a rencontré d'obstacles, de critiques voire de complots au sein de son propre parti, restera comme l'un des plus courts de l'histoire des Premiers ministres britanniques depuis la Deuxième Guerre mondiale.

Elle est aussi la 4e dirigeante conservatrice à

chuter sur l'Europe, après Margaret Thatcher, en 1990, John Major en 1997 et David Cameron en 2016. Son successeur sera nommé par le parti conservateur d'ici le 20 juillet, avec pour grand favori l'ex-ministre des Affaires étrangères Boris Johnson, champion des Brexiters. Son arrivée au pouvoir, ou celle d'un autre partisan d'une coupure nette avec l'UE, rapprocherait le pays d'un Brexit sans accord, synonyme d'un retour des formalités douanières, un scénario redouté par les milieux économiques et par l'Irlande à cause du risque du retour d'une frontière entre le sud membre de l'UE et la province britannique du nord. Le Premier ministre irlandais Leo Varadkar a ainsi relevé que le départ de Mme May "signifie que nous entrons maintenant

dans une nouvelle phase en ce qui concerne le Brexit, une phase qui pourrait être très dangereuse pour l'Irlande".

La porte-parole du gouvernement espagnol Isabel Celaa a estimé qu'un "Brexit dur" paraissait désormais "une réalité quasi impossible à arrêter".

Le président français Emmanuel Macron a quant à lui appelé à "une clarification rapide" sur le Brexit. Boris Johnson a lui appelé au "rassemblement" pour "mettre en œuvre le Brexit". Theresa May, "incapable de gouverner", a eu "raison de démissionner", a jugé le chef de l'opposition travailliste, Jeremy Corbyn, estimant que son successeur devra convoquer de nouvelles élections pour sortir le pays de l'impasse. Le rejet de l'accord de divorce par les députés a contraint l'exécutif bri-

tannique à repousser au 31 octobre au plus tard le Brexit, alors qu'il était initialement prévu le 29 mars, et à organiser les élections européennes en catastrophe.

Le scrutin, qui s'est tenu jeudi au Royaume-Uni, s'annonce calamiteux pour les tories, qui termineraient à une humiliante cinquième place (7%), 30 points derrière le Parti du Brexit, selon un sondage YouGov.

EN BOUT DE COURSE • Mardi, Theresa May avait présenté un plan de la "dernière chance" pour tenter de faire passer sa vision du Brexit. En vain : le texte a suscité un déluge de critiques tant de l'opposition travailliste que des eurosceptiques de son propre parti, entraînant la démission mercredi soir de la ministre chargée des relations avec le Parlement, Andrea Leadsom. Ce plan prévoyait une série de compromis, dont la possibilité de voter sur un second référendum et le maintien dans une union douanière temporaire avec l'UE, pour tenter de rallier la majorité des députés.

Mais en lâchant du lest, Theresa May a hérissé les eurosceptiques de son camp. Le départ d'Andrea Leadsom a fini de saper son autorité, suivant celui d'une trentaine de membres de son gouvernement au fil des mois.

Reste que la tâche de détricoter plus de 40 ans de liens avec l'UE n'avait rien de facile, souligne Simon Usherwood, politologue de l'Université de Surrey, interrogé par l'AFP. "Quiconque dans sa position aurait rencontré de grandes difficultés", ajoute-t-il. "L'Histoire ne retiendra pas d'elle une image favorable", juge-t-il malgré tout.

L'Afrique en bref

• **Algérie/Manifestation.** Nombreuses arrestations à Alger

La police a arrêté dans la matinée des dizaines de personnes près de la Grande Poste à Alger, point de rassemblement du 14e vendredi de manifestations pour réclamer le départ des figures au pouvoir et l'annulation de la présidentielle prévue le 4 juillet.

• **Burkina Faso/Jihadistes.** Un garde forestier tué dans une embuscade dans l'Est

Un agent des eaux et forêts a été tué jeudi soir au cours d'une embuscade contre une patrouille dans une réserve dans l'est du Burkina Faso, en proie à des attaques jihadistes récurrentes, a annoncé le ministère de l'Environnement.

• **Sénégal/Politique.** Dialogue national le 28 mai

Le Sénégal organise à partir du 28 mai un dialogue national avec la majorité, l'opposition et la société civile pour discuter de sujets liés notamment aux élections, a annoncé la présidence quelques mois après la réélection contestée du chef de l'Etat Macky Sall.

A travers le monde

• **Espagne/Politique.** Le Parlement suspend quatre députés catalans élus en prison



La Chambre basse du Parlement espagnol a suspendu hier quatre députés indépendantistes catalans jugés pour la tentative de sécession de la Catalogne en 2017 et qui avaient été élus depuis leur prison aux législatives d'avril.

• **Pakistan/Attentat.** Au moins deux morts à Quetta

Au moins deux personnes sont mortes et 28 ont été blessées lors d'un attentat à la bombe dans une mosquée de Quetta, capitale du Baloutchistan, la plus instable des provinces du Pakistan, a-t-on appris auprès de responsables locaux.

• **Ukraine/Législatives.** Coup d'envoi de la campagne électorale

La campagne pour les législatives anticipées du 21 juillet en Ukraine a démarré hier, le nouveau président Volodymyr Zelensky cherchant à obtenir la majorité nécessaire pour mettre en œuvre ses promesses de réformes.

RDCongo/Politique

L'ex-porte-parole de Kabila dépose plainte dans une affaire de "faux diamant"

AFP
Kinshasa/RDCongo

Lambert Mende avait été brièvement arrêté dimanche dernier pour recel d'une pierre précieuse qui n'en serait pas une.

L'ANCIEN porte-parole du régime Kabila, Lambert Mende, a annoncé qu'il portait plainte contre l'actuel ministre de l'Intérieur en République démocratique du Congo, après sa brève arrestation dimanche pour recel d'un diamant qui n'en serait

pas un. "J'ai déposé plainte auprès de l'auditorat général des forces armées (ndr : la justice militaire) contre le vice-Premier ministre (en charge de l'Intérieur) Basile Olongo", a déclaré l'ex-ministre de la Communication Lambert Mende joint hier par l'AFP.

La plainte vise également le directeur des renseignements généraux de la police, le général Vital Awashango, et un autre officier.

"Ils sont impliqués dans cette violence contre moi", a ajouté M. Mende. "Nous

avons déposé plainte parce que nous avons subi des gros dommages suite à l'intervention".

Ministre de la Communication et porte-parole des gouvernements Kabila pendant 10 ans jusqu'à la transition de janvier 2019, député depuis, M. Mende a été brièvement arrêté à son domicile à Kinshasa dimanche dernier.

Le ministre de l'Intérieur Basile Olongo l'a accusé de détenir illégalement à domicile un diamant de 87 carats issu de l'exploitation artisanale.

"Il va devoir s'expliquer :

pourquoi et comment il détient ce diamant qui ne lui appartient pas mais qui appartient à l'Etat congolais, obtenu par des creuseurs artisanaux clandestins ?", avait déclaré lundi le ministre Olongo cité par la presse congolaise.

Or ce diamant de la discordie n'en serait pas un, selon le rapport d'un Centre d'expertise, d'évaluation et de certification des substances minérales. "La pierre présentée n'est pas du diamant", lit-on dans cette expertise reproduite dans la presse.

Porte-parole des années

Kabila, M. Mende, 66 ans, tente une difficile reconversion au poste de gouverneur dans sa province du Sankuru (centre). Il n'a toujours pas été élu bien que seul candidat en lice.

Mi-avril, une majorité de grands électeurs (les députés provinciaux) avaient refusé de siéger pour entériner sa candidature unique.

L'élection a depuis été suspendue. "Nous attendons que la Commission électorale nous fixe une date pour que l'élection se tienne", a indiqué M. Mende.